

## **LA FRANCE N'EST PAS LE CHILI...**

Au Chili, la chasse aux militants ouvriers se poursuit. Il est difficile d'évaluer le nombre des victimes, mais tout porte à croire qu'il est extrêmement élevé. La junte militaire poursuit l'extermination systématique des cadres syndicaux et politiques de la classe ouvrière chilienne. Voilà où a conduit la politique "d'unité populaire" si souvent citée en exemple par les tenants du "programme commun".

La bourgeoisie, elle, ne fait pas de cadeau et Allende a payé de sa vie sa capitulation politique. L'armée chilienne choyée et utilisée par le gouvernement d'unité populaire contre les ouvriers a joué son rôle jusqu'au bout: elle a liquidé Allende lui-même. Le courage physique qu'il a montré, en la circonstance, ne saurait faire oublier le prix de sa politique.

On ne saurait, non plus, oublier le rôle ignoble de la démocratie chrétienne qui a tout fait pour précipiter la chute du régime et après, dans un premier temps, s'être félicitée de la venue au pouvoir des militaires, commence déjà à verser (prudemment) des larmes de crocodile sur l'absence de démocratie(sic) du régime de la junte. Bien entendu, ce n'est pas ça qui ressuscitera les militants ouvriers assassinés avec la pieuse complicité des émules chiliens de nos démocrates chrétiens de la C.F.D.T. passés, il est vrai, du M.R.P. au nouveau Parti Socialiste et si fort admirés par les "anarcho-syndicalistes" de "*Solidarité Ouvrière*".

Devant cette situation, réformistes et stalinien s proclament à l'envi, que "*la France n'est pas le Chili*". Bien sur, la France n'est pas le Chili et le Chili n'est pas l'Espagne!... Pourtant, en 1936, en Espagne, la politique d'entente à tout prix avec une fraction de la bourgeoisie et la reconstruction par le P.C. et le P.S. espagnol (grâce à la création de brigades internationales) de l'état bourgeois a finalement abouti à la dictature franquiste. En France même, il n'aura fallu que quatre années pour passer de Juin 36 à juin 40 du Front Populaire, Léon Blum, Thorez, Daladier à Hitler, Pétain.

C'est également en 1936 que les stalinien s ont, en France, lancé la fameuse formule: "*je te tends la main mon frère catholique*". Quelques années plus tard, c'était la "révolution nationale" avec le concours enthousiaste de toute la "gauche" catholique (1) de l'époque ... et la chasse aux militants communistes et socialistes! A presque quarante ans de distance, l'histoire se répète au Chili. Aujourd'hui même en France, on peut être assuré que les démocrates chrétiens camouflés au nouveau P.S. ou organisés à la C.F.D.T. auraient, en cas de crise révolutionnaire, le même comportement que leurs coreligionnaires espagnols ou chiliens ... quitte, bien entendu à reprendre leurs billes après coups comme le tente déjà la démocratie chrétienne au Chili, comme sont en train de la réussir les chrétiens en Espagne et comme ils l'ont si bien réussi, grâce à la complicité des stalinien s et à la veulerie des réformistes en France en 1944!

Quoiqu'il en soit, les révolutionnaire s se doivent de tirer les leçons des événements du Chili.

"*Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que creuser leur tombeau*". L'enjeu de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est historiquement trop important pour, le moment venu, autoriser la moindre faute politique.

Il est clair que l'illusion savamment entretenue du passage au socialisme par les voies légales, est mortelle. Il ne suffira même pas de s'emparer des usines. Aussi longtemps que l'Etat reste debout, on nous les reprendra. Mieux, si comme avaient cru devoir le faire les anarchistes espagnols, on maintient l'état comme un cadre vide, on commet également une erreur mortelle. Tant que le cadre existe, l'état continue et à un moment ou à un autre, joue son rôle contre-révolutionnaire.

La révolution est chose trop sérieuse pour relever du folklore humaniste et petit-bourgeois.

Les travailleurs se constituent en classe par leurs organisations. La caractère "révolutionnaire" des organisations ouvrières ne se mesure pas au niveau de l'idéologie... tu causes! tu causes! mais au degré d'indépendance qu'elles sont capables de maintenir. Par exemple, le refus de la politique des revenus, de la planification démocratique, le refus de subordonner le mouvement syndical aux impératifs d'un programme de gouvernement, c'est-à-dire le refus de s'intégrer à la politique "d'union de la gauche" ou "d'unité populaire" sont révolutionnaire s. Alors que les gesticulations auto-gestionnaire s même appuyées sur la phrase gauche, la planification démocratique et le programme ccrnmun, conduisent, comme les travailleurs au Chili en font la tragique expérience, à la réaction la plus sanglante.

**Alexandre HEBERT.**

(1) Emmanuel Mounier en tête.